



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 31 mai 1967,
à 15 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 25 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Elections.</i>	71
<i>Election de membres de la Commission de statistique</i>	71
<i>Election de membres de la Commission de la population</i>	72
<i>Election de membres de la Commission du développement social</i>	72
<i>Election de membres de la Commission des droits de l'homme</i>	73
<i>Election de membres de la Commission de la condition de la femme</i>	73
<i>Election de membres de la Commission des stupéfiants</i>	74
<i>Election de membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.</i>	74
<i>Election de membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification</i>	75
<i>Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i>	75
<i>Election de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement</i>	76
<i>Organisation des travaux</i>	76

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Chine, Finlande, Indonésie, Israël, Italie, Japon, République Dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Yougoslavie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Le représentant de l'institution spécialisée suivante: Organisation mondiale de la santé.

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/4286 et Corr.1 et Add.1 à 9, E/4299, E/4314 et Add.1 à 8, E/4315 et Add.1 à 4, E/L.1153 et Add.1 à 3, E/L.1154 et Add.1 et 2)

1. Le PRESIDENT indique que les membres du Conseil trouveront dans la note du Secrétaire général (E/4314) tous les renseignements nécessaires concernant le nombre de sièges à pourvoir pour chaque commission et le nombre de sièges affectés à chaque région géographique. Le nom des Etats qui ont informé le Secrétaire général de leur candidature à l'une ou à plusieurs des commissions figure dans les documents E/4314 et Add.1 à 8. Les élections auront lieu dans l'ordre dans lequel les commissions sont énumérées dans le document E/4314.

Cette procédure est approuvée.

A la demande du Président, Mlle Fletcher (Canada), M. Arizala (Philippines), Mme de Barry (Panama) et M. Tevoedjre (Dahomey) assument les fonctions de scrutateurs.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE

2. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 1968, huit membres de la Commission de statistique, dont deux choisis parmi les Etats d'Afrique, deux parmi les Etats d'Asie, un parmi les Etats d'Amérique latine, un parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et deux parmi les Etats socialistes d'Europe orientale. Parmi ces derniers, il convient d'indiquer que la République socialiste soviétique d'Ukraine a fait savoir qu'elle présentait sa candidature.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	26
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	26
<i>Majorité requise:</i>	14

*Nombre de voix obtenues:**Etats d'Afrique*

Ghana	22
République arabe unie.	17
Madagascar	8
Tunisie	2
Botswana	1

Etats d'Asie

Inde.	21
Indonésie	20
Thaïlande.	6
Chine.	3

Etats d'Amérique latine

Cuba	21
Mexique.	2
Argentine.	1

<i>Etats d'Europe occidentale et autres Etats</i>	
Australie	12
Nouvelle-Zélande	10
France	2
<i>Etats socialistes d'Europe orientale</i>	
Tchécoslovaquie	25
République socialiste soviétique d'Ukraine	23
Union des Républiques socialistes soviétiques	2

3. Etant donné que, dans le groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont respectivement obtenu 12 et 10 voix alors qu'un siège est à pourvoir, le PRESIDENT annonce qu'il sera procédé à un nouveau tour de scrutin pour départager ces deux pays conformément à l'article 69 du règlement intérieur.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	2
<i>Bulletins valables:</i>	25
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Australie	14
Nouvelle-Zélande	11

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres de la Commission de statistique: Australie, Cuba, Ghana, Inde, Indonésie, République arabe unie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA POPULATION

4. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 1968, neuf membres de la Commission de la population, dont trois choisis parmi les Etats d'Afrique, deux parmi les Etats d'Asie, un parmi les Etats d'Amérique latine, deux parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et un parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

5. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) indique que la République centrafricaine a annoncé qu'elle présentait sa candidature à l'un des sièges destinés aux Etats d'Afrique et que la République socialiste soviétique d'Ukraine a posé la sienne au siège destiné au groupe d'Etats socialistes d'Europe orientale.

6. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) précise que le candidat unique pour les Etats d'Amérique latine est la Jamaïque.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	26
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	26
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Etats d'Afrique

Ghana	26
République centrafricaine	25
République arabe unie	24
Madagascar	2
Tunisie	1

<i>Etats d'Asie</i>	
Pakistan	22
Indonésie	18
Chine	11
Thaïlande	1

Etats d'Amérique latine

Jamaïque	26
--------------------	----

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

France	25
Suède	25

Etats socialistes d'Europe orientale

République socialiste soviétique d'Ukraine	25
Union des Républiques socialistes soviétiques	1

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres de la Commission de la population: France, Ghana, Indonésie, Jamaïque, Pakistan, République arabe unie, République centrafricaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

7. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1968, 11 membres de la Commission du développement social, dont quatre choisis parmi les Etats d'Afrique, deux parmi les Etats d'Asie, deux parmi les Etats d'Amérique latine, deux parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et un parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

8. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) annonce que Cuba a retiré sa candidature à l'un des sièges destinés aux Etats d'Amérique latine.

9. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) déclare qu'il est autorisé à informer le Conseil que les deux seuls candidats aux sièges destinés aux Etats d'Amérique latine sont l'Argentine et le Mexique.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	26
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	26
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Etats d'Afrique

Cameroun	26
Tunisie	25
République arabe unie	24
Botswana	23
Sierra Leone	4
Algérie	1

Etats d'Asie

Chypre	25
Iran	25
Irak	1

Etats d'Amérique latine

Mexique	25
Argentine	22
Cuba	3

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	26
Espagne	24
Belgique	1

Etats socialistes d'Europe orientale

Roumanie 26

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres de la Commission du développement social: Argentine, Botswana, Cameroun, Chypre, Espagne, Iran, Mexique, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Roumanie, Tunisie.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

10. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1968, 11 membres de la Commission des droits de l'homme, dont deux choisis parmi les Etats d'Afrique, quatre parmi les Etats d'Asie, deux parmi les Etats d'Amérique latine, deux parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et un parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

11. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) indique que le Venezuela a annoncé qu'il posait sa candidature à l'un des sièges destinés aux Etats d'Amérique latine.

12. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) informe le Conseil que le Botswana a retiré sa candidature à l'un des sièges destinés aux Etats d'Afrique.

13. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) indique que les deux seuls candidats aux sièges destinés aux Etats d'Amérique latine sont la Jamaïque et le Venezuela.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Etats d'Afrique

Madagascar	25
République-Unie de Tanzanie	24
Botswana	1

Etats d'Asie

Philippines	22
Inde	21
Liban	18
Israël	15
Chypre	13
Singapour	10
Thaïlande	4
Chine	1

Etats d'Amérique latine

Jamaïque	27
Venezuela	26
Mexique	1

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

France	26
Autriche	25
Australie	1

Etats socialistes d'Europe orientale

Union des Républiques socialistes soviétiques	27
---	----

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres de la Commission des droits de

l'homme: Autriche, France, Inde, Israël, Jamaïque, Liban, Madagascar, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

14. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1968, 11 membres de la Commission de la condition de la femme, dont trois membres choisis parmi les Etats d'Afrique, deux parmi les Etats d'Asie, un parmi les Etats d'Amérique latine, trois parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et deux parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

15. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) indique que Cuba et le Venezuela ont retiré leur candidature et que l'Espagne a présenté la sienne.

M. Rahnema (Iran), vice-président, prend la présidence.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Etats d'Afrique

Ghana	27
Botswana	25
Madagascar	25

Etats d'Asie

Japon	24
Chine	12
Chypre	9
Singapour	9

Etats d'Amérique latine

République Dominicaine	24
Cuba	3

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	27
Etats-Unis d'Amérique	26
Espagne	24
Autriche	2
Pays-Bas	1

Etats socialistes d'Europe orientale

Union des Républiques socialistes soviétiques	27
République socialiste soviétique de Biélorussie	26
République socialiste soviétique d'Ukraine	1

16. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) indique que comme 10 Etats seulement ont obtenu la majorité requise, le Conseil doit, aux termes de l'article 69 du règlement intérieur, procéder, pour pourvoir le onzième siège vacant, à un scrutin spécial limité à Chypre et Singapour, qui ont tous deux obtenu neuf voix, puis à un autre scrutin limité à celui de ces deux Etats qui aura obtenu la majorité et la Chine.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Chypre	14
Singapour	13

Chypre ayant obtenu la majorité requise, il est procédé à un autre tour de scrutin limité à cet Etat et la Chine.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	1
<i>Bulletins valables:</i>	26
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Chypre	14
Chine	12

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres de la Commission de la condition de la femme: Botswana, Chypre, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Japon, Madagascar, République Dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

ELECTION DE MEMBRES DE LA COMMISSION DES STUPEFIANTS

17. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 1968, huit membres de la Commission des stupéfiants, en tenant compte des dispositions indiquées au paragraphe 5 de la note du Secrétaire général (E/4314).

18. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) indique que la République Dominicaine est venue ajouter sa candidature à celles qui figurent dans la note du Secrétaire général (E/4314 et Add.1 à 8).

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Ghana	27
Pérou	27
Canada	26
Etats-Unis d'Amérique	26
France	26
République Dominicaine	26
Suisse	26
Yougoslavie	26

Ayant obtenu la majorité requise, ces huit Etats sont élus membres de la Commission des stupéfiants.

ELECTION DE MEMBRES DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPEFIANTS

19. Le PRESIDENT informe le Conseil qu'il doit élire 11 membres de l'Organe international de contrôle

des stupéfiants pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 2 mars 1968.

20. Le Conseil est saisi du rapport du Comité des candidatures (E/4299) qui contient les recommandations de ce comité à l'égard des candidatures présentées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par les gouvernements. Il y a lieu de noter que le nom de M. Kusević (Yougoslavie) doit être éliminé de la liste des candidats figurant au paragraphe 11 du rapport du Comité, conformément à la communication reçue du Gouvernement yougoslave (E/4286/Add.9) dans laquelle la candidature de M. Kusević a été remplacée par celle de M. Nikolić.

21. Le Président invite le Conseil à élire tout d'abord trois membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants choisis parmi la liste de candidats soumise par l'OMS.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Dr M. A. Atisso (Sénégal)	23
Dr M. Granier Doyeux (Venezuela)	23
M. I. Vertes (Hongrie)	17
M. F. Gewehr (République fédérale d'Allemagne)	12
M. Luang Binbakra Bidyabhad (Thaïlande)	6

Ayant obtenu la majorité requise, le Dr M. A. Atisso (Sénégal), le Dr Granier Doyeux (Venezuela) et M. I. Vertes (Hongrie) sont élus membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

22. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire huit membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants choisis parmi la liste de candidats présentée par les gouvernements des Etats Membres de l'ONU et des Etats parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

M. E. S. Krishnamoorthy (Inde)	23
M. M. Aslam (Pakistan)	22
Dr Sükrü Kaymakçalan (Turquie)	22
M. Paul Reuter (France)	20
Dr Amin Ismail Chehab (République arabe unie)	18
Dr Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique)	17
Dr Tatsuo Kariyone (Japon)	17
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	14
M. Carlos Avalos Jibaja (Pérou)	13
M. R. E. Curran (Canada)	12
M. Abbass Gholi Ardalan (Iran)	11
M. Dragan Nikolić (Yougoslavie)	11
Dr Décio Parreiras (Brésil)	6
Dr Soenarto Prawirosujanto (Indonésie)	4
M. Chihab-Eddine Zabalawi (Syrie)	4
Dr Vladimir Kusević (Yougoslavie)	2
M. Octavio Aguilar Monterde (Espagne)	2

Ayant obtenu la majorité requise, M. E. S. Krishnamoorthy (Inde), M. M. Aslam (Pakistan), le Dr Sükrü Kaymakçalan (Turquie), M. Paul Reuter (France), le Dr Amin Ismail Chehab (République arabe unie), le Dr Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique), le Dr Tatsuo Kariyone (Japon) et sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) sont élus membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

ELECTION DE MEMBRES DU COMITE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

23. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 1968, neuf membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, dont deux choisis parmi les Etats d'Afrique, un parmi les Etats d'Asie, deux parmi les Etats d'Amérique latine, trois parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats et un parmi les Etats socialistes d'Europe orientale. Les membres du Conseil trouveront les renseignements concernant les candidatures dans les documents E/4315 et Add.1 à 4.

24. Il indique que l'Espagne et la République Dominicaine ont retiré leur candidature.

25. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) annonce que les deux seuls candidats du groupe des Etats d'Amérique latine sont le Chili et Panama.

M. Klusák (Tchécoslovaquie) reprend la présidence.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

<i>Etats d'Afrique</i>	
Kenya	25
Ghana	15
République arabe unie	13
Maroc	1
<i>Etats d'Asie</i>	
Liban	18
Israël	9
<i>Etats d'Amérique latine</i>	
Chili	27
Panama	27
<i>Etats d'Europe occidentale et autres Etats</i>	
France	26
Italie	26
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	26
<i>Etats socialistes d'Europe orientale</i>	
Union des Républiques socialistes soviétiques	26
Pologne	1

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification: Chili, France, Ghana, Italie, Kenya, Liban, Panama, Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

ELECTION DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

26. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire 10 membres du Conseil d'administration du FISE pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 1^{er} août 1967. Les renseignements concernant les candidatures figurent dans les documents E/L.1154 et Add.1 et 2.

27. M. HOGAN (Secrétaire du Conseil) annonce qu'il a reçu deux nouvelles candidatures, celles de la République Dominicaine et de la Guinée.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Irak	27
Pologne	27
France	26
République Dominicaine	26
Union des Républiques socialistes soviétiques	26
Cameroun	25
Etats-Unis d'Amérique	24
Ouganda	22
Guinée	21
Chine	19
République arabe unie	19
Guyane	1
Thaïlande	1

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance: Cameroun, Etats-Unis d'Amérique, France, Guinée, Irak, Ouganda, Pologne, République Dominicaine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

28. Le PRESIDENT annonce qu'étant donné que la Chine et la République arabe unie ont obtenu 19 voix chacune, il sera procédé à un deuxième scrutin pour les départager, conformément à l'article 69 du règlement intérieur.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	1
<i>Bulletins valables:</i>	26
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Chine	13
République arabe unie	13

29. Le PRESIDENT déclare que, puisqu'aucun de ces deux pays n'a obtenu la majorité requise, un troisième tour de scrutin est nécessaire et il propose que ce scrutin soit remis à une séance prochaine.

Il en est ainsi décidé.

ELECTION DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

30. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à élire, pour un mandat d'une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1968, 13 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, dont deux choisis parmi les Etats d'Afrique, trois parmi les Etats d'Asie, un parmi les Etats d'Amérique latine, cinq parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, et deux parmi les Etats d'Europe orientale.

31. M. **COSIO VILLEGAS** (Mexique) annonce que le seul candidat pour le groupe des Etats d'Amérique latine est le Venezuela.

32. M. **SCHUURMANS** (Belgique) annonce la candidature de son pays pour un des sièges réservés au groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

<i>Bulletins déposés:</i>	27
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	27
<i>Majorité requise:</i>	14

Nombre de voix obtenues:

Etats d'Afrique

Algérie	27
République arabe unie.	25
Guinée	2

Etats d'Asie

Malaisie.	27
Pakistan.	27
Jordanie.	24
Syrie.	2

Etats d'Amérique latine

Venezuela.	27
--------------------	----

Etats d'Europe occidentale et autres Etats

Canada.	25
France.	24
Belgique.	22
Finlande.	21
Autriche.	20
Nouvelle-Zélande.	12
Grèce	9

Etats socialistes d'Europe orientale

Pologne	27
Roumanie.	27

Ayant obtenu la majorité requise, les pays suivants sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement: Algérie, Autriche, Belgique, Canada, Finlande, France, Jordanie, Malaisie, Pakistan, Pologne, République arabe unie, Roumanie, Venezuela.

Organisation des travaux

33. Le **PRESIDENT** déclare son intention de discuter des mesures à prendre pour utiliser au mieux le temps restant jusqu'à la clôture de la présente session afin d'achever l'examen de tous les points de l'ordre du jour.

34. Comme l'a fait savoir le secrétaire du Conseil au cours de la dernière séance, certaines questions d'ordre social se trouvent encore en discussion au

Comité social et ne pourront être soumises au Conseil en temps voulu. En conséquence, après avoir consulté à la fois le Secrétaire et de nombreuses délégations, le Président désire soumettre une proposition de principe en vue d'organiser les séances plénières restantes. Il rappelle que les travaux du Conseil porteront, d'une part, sur les questions économiques déjà examinées en Comité et, d'autre part, sur les questions sociales qui le seront dans les jours à venir. Dans ces conditions, le Président pense qu'il faudra nécessairement prolonger la présente session jusqu'au 5 juin, voire le 6 ou 7 juin, pour prendre connaissance du rapport du Comité social. Il demande donc aux membres du Conseil s'ils sont prêts à accepter cette solution. S'il en était ainsi, on consacrerait les séances de la présente semaine aux questions économiques et à certaines questions sociales, les autres étant reportées au début de la semaine prochaine. En cas d'accord, le secrétaire du Conseil lui soumettra la liste des questions devant être discutées en séance plénière.

35. M. **ATTIGA** (Libye) rappelle que lorsque la question a été soulevée à la dernière séance, le secrétaire a mentionné la possibilité de se réunir la semaine suivante. M. Attiga avait suggéré que les travaux du Comité soient renvoyés à la session de Genève et le secrétaire avait dit qu'il n'était pas favorable à cette solution. Il en résultait implicitement que les membres du Conseil n'avaient pas le choix et devaient se réunir la semaine suivante.

36. M. **VIAUD** (France) partage l'opinion du représentant de la Libye. Il exprime ses regrets devant la situation ainsi créée, étant donné que l'emploi du temps du Conseil est déjà très chargé et qu'il serait gênant de le modifier. Si l'on avait pris le même retard dans le domaine économique, le dilemme eût été insoluble. M. Viaud attire l'attention sur les difficultés que pourraient créer les délais en ce qui concerne les travaux à effectuer dans le domaine social, au sens large du terme. En effet, le Comité du programme et le Comité du budget d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance vont se réunir également la semaine suivante. Il se peut donc que certains membres du Conseil ne puissent assister à certaines séances. Il se demande si l'on n'a vraiment pas le choix et s'il n'y aurait pas moyen de multiplier les séances, quitte à se réunir de nuit, voire le samedi. M. Viaud pense qu'il faudrait essayer de ne pas dépasser le lundi 5 juin au plus tard. Il note que le Président du Comité social, présent à cette séance, est prêt à faire tous les efforts dans ce sens.

37. M. **WALDRON-RAMSEY** (République-Unie de Tanzanie) estime que si le Comité social ne peut terminer ses travaux à la fin de la semaine en cours, deux solutions se présentent: a) interrompre ses travaux et les reprendre à la session d'été de Genève; b) les poursuivre et, si le Conseil n'a pas le temps de se réunir pour examiner ses rapports, en reprendre la discussion à la session d'été de Genève. Il ne voit pas pourquoi le Conseil prolongerait la présente session au-delà des délais fixés pour achever ses travaux alors qu'il peut le faire à la session d'été de Genève. A son avis, cette mesure n'est commandée par aucune raison majeure. En tout état de cause, lundi devrait être la dernière journée de réunion.

38. M. SCHUURMANS (Belgique) appuie les déclarations des représentants de la France et de la République-Unie de Tanzanie. Il rappelle que le mardi 6 juin, l'Assemblée générale reprend son travail et que certaines délégations pourront alors difficilement assister aux séances du Conseil. Il aimerait donc que le Président donne une indication du temps nécessaire au Comité social pour achever ses travaux afin que les représentants puissent établir leur emploi du temps.

39. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) ne comprend pas pourquoi le Conseil ne pourrait pas tenir des séances de nuit et du samedi; comme le représentant de la France, il pense que cette mesure est préférable à une prolongation de la session. S'il s'avère impossible de tenir des séances supplémentaires, le Conseil n'aura effectivement pas le choix. Il faut en effet terminer les travaux au Siège car en juillet dernier le Conseil a décidé de ne pas examiner les questions sociales à Genève. Il faudrait éviter d'aller à l'encontre de cette décision, ce qui entraînerait d'ailleurs des frais élevés, tant pour l'Organisation des Nations Unies que pour les délégations. En effet, tout l'appareil administratif du Comité social devrait se déplacer, ainsi que le personnel requis des délégations. M. Blau en conclut que la seule possibilité, en cas de nécessité, consiste à prolonger la présente session jusqu'au courant de la semaine suivante.

40. M. ASTAFYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souscrit aux idées exprimées par le représentant des Etats-Unis et pense notamment qu'il serait très difficile de reporter les questions de la présente session à celle de Genève. Il rappelle qu'à sa session d'été, le Conseil devra examiner des questions nombreuses et complexes telles que la situation économique mondiale. Il faudrait donc éviter de surcharger son ordre du jour. M. Astafyev se joint donc aux représentants de la France et des Etats-Unis pour demander au secrétaire du Conseil d'organiser, dans toute la mesure du possible, des séances de nuit et du samedi. Il signale que la délégation soviétique pourrait sans grand inconvénient accepter une prolongation de deux ou trois jours, mais que celle-ci soulève des difficultés plus grandes pour d'autres délégations. Il est donc hautement souhaitable que les travaux soient achevés dans les délais prévus.

41. M. VARELA (Panama), constatant que la majorité des membres du Conseil souhaite que l'on organise des séances supplémentaires, souligne à son tour l'intérêt de cette solution. En effet, certaines délégations ont déjà pris des engagements pour la semaine suivante et les petites délégations disposent de très peu de temps pour préparer la documentation dont elles auront besoin à la session de Genève. M. Varela pense que l'on devrait adresser un appel à tous les membres du Comité social afin que, conformément à l'esprit de compréhension qui les a toujours animés, ils s'efforcent de terminer leurs travaux à temps. Il tient à remercier tous ses collègues du Comité économique pour la diligence dont ils ont fait preuve et grâce à laquelle toutes les résolutions de ce comité ont pu être adoptées rapidement.

42. M. HUDA (Pakistan) appuie les représentants des Etats-Unis et de l'URSS. Il pense également qu'il n'est guère souhaitable d'alourdir l'ordre du jour de

la quarante-troisième session du Conseil par les questions de la présente session, mais il doute que le rapport du Comité social puisse être examiné en une seule journée, étant donné le caractère complexe des questions dont il traite. La prolongation des travaux paraît inévitable, mais il voudrait en être informé immédiatement.

43. M. ZOLLNER (Dahomey) prend la parole en tant que président du Comité social pour répondre au représentant de la Belgique. Il indique que si le Comité social disposait de cinq ou six séances en tout — c'est-à-dire s'il pouvait compter sur deux séances de nuit ou deux séances du samedi supplémentaires — il pourrait terminer ses travaux. Toutefois, un problème demeure, celui de l'adoption des divers rapports du Comité par le Conseil économique et social. Tant que le Comité social se réunit, le Conseil ne dispose pas des rapports qu'il doit examiner en séance plénière. Dans ces conditions, les options sont très limitées: on pourrait prévoir un à deux jours de séances la semaine suivante, en espérant que les débats du Comité social ne rebondiraient pas en séance plénière, ou bien remettre l'examen d'une ou deux questions à la session d'été de Genève. M. Zollner s'en remet à la décision du Conseil et tient à l'assurer de son entière collaboration.

44. Le PRESIDENT, remerciant le Président du Comité social des observations qu'il a formulées, se déclare pleinement conscient de l'importance des tâches dont doit s'acquitter le Comité social, d'autant plus que le temps qui lui a été imparti a été réduit de cinq à quatre semaines.

45. M. RAHNEMA (Iran) constate qu'un consensus se dégage des débats: d'une part, il n'est pas possible de dépasser une certaine date; d'autre part, les membres du Conseil ne souhaitent pas reporter les discussions à la session de Genève, et ceci pour de nombreuses raisons. Il espère donc qu'étant donné les efforts déployés par le Président du Comité social et les garanties données par certaines délégations — notamment la délégation tanzanienne — il sera possible de s'organiser de manière à achever les travaux du Comité social samedi et ceux du Conseil au début de la semaine suivante.

46. M. ATTIGA (Libye) est persuadé que le Conseil a désormais un choix. Les questions examinées au Comité social font souvent l'objet de controverses; elles sont complexes et parfois soumises prématurément au Conseil, et il n'y a aucune raison pour qu'un changement se produise du jour au lendemain et que des décisions soient adoptées rapidement. On pourrait, bien entendu, essayer de terminer les travaux vendredi; sinon, il est préférable de les renvoyer à la quarante-quatrième session du Conseil, dans un an, d'autant plus que certaines des questions pendantes ne sont nullement urgentes. M. Attiga estime donc que le Conseil devrait tenir une ultime séance lundi pour examiner les dernières décisions prises par le Comité social.

47. Le PRESIDENT déclare que, compte tenu des diverses opinions exprimées, il tient à formuler certaines conclusions. D'une part, il semble que les membres du Conseil consentiraient à tenir des séances supplémentaires cette semaine; il consultera

donc le Secrétariat à ce sujet. D'autre part, il semble que le Comité social pourrait achever ses travaux s'il disposait, lui aussi, de séances supplémentaires — deux séances de jour et deux séances de nuit; le dernier problème à résoudre est donc celui de l'examen par le Conseil des dernières questions discutées au Comité social. Puisque le Conseil n'a été saisi d'aucune proposition concrète tendant à renvoyer ses travaux actuels

soit à sa quarante-quatrième session, soit à sa session d'été de Genève, le Président propose qu'il se réunisse à nouveau le lundi 5 juin et, s'il le faut, une dernière fois, le mardi 6 juin au plus tard.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 19 h 40.